

## La lutte contre le terrorisme : un prétexte à tous les impérialismes

*« Cette démocratie si parfaite fabrique elle-même son inconcevable ennemi, le terrorisme. Elle veut, en effet, être jugée sur ses ennemis plutôt que sur ses résultats. L'histoire du terrorisme est écrite par l'Etat ; elle est donc éducative. Les populations spectatrices ne peuvent certes pas tout savoir du terrorisme, mais elle peuvent toujours en savoir assez pour être persuadées que, par rapport à ce terrorisme, tout le reste devra leur sembler plutôt acceptable, en tout cas plus rationnel et plus démocratique. »*

Guy Debord, *Commentaires sur la société du spectacle*

*« Pour justifier ses objectifs, le plus souvent aux antipodes du maintien de la paix comme on l'a vu en Irak, la guerre sans fin avait besoin d'Al-Qaïda, superbe invention médiatique, griffe de haute couture sécuritaire, affiche consensuelle pour chasseurs de primes d'un autre âge, propagande grossière mais efficace. [...] Tel l'imam caché, Ben Laden, à la fois mort est vivant, est derrière chaque explosion de bombe inexplicée. Son organisation est là pour donner sens à tous les désordres du monde. »*

Richard Labévière, *Les coulisses de la terreur*

Le 27 avril 2004, Khadafi était accueilli avec tous les honneurs à Bruxelles. Dans le même temps, tous les grands de ce monde étaient unanimes pour déclarer que, aujourd'hui, l'ennemi c'était le *terrorisme*. Or, aucun ne s'est indigné de la venue de Khadafi. La lutte contre le terrorisme, vous déclareront-ils pourtant, est leur « *priorité* ». Le passé terroriste de Khadafi est connu de tous: il est responsable des attentats de Lockerbie en 1988 et contre le DC-10 UTA en 1989 qui tuèrent 440 personnes. Ainsi, moyennant le versement de quelques millions de dollars aux familles des victimes, Khadafi avait obtenu sa réhabilitation. Attirés par les ressources du sous-sol libyen, nos dirigeants oublièrent subitement tout de ce qu'hier encore ils reprochaient à Khadafi (les vies de nos citoyens valent moins que le pétrole libyen, pensent sûrement les grands de ce monde). Sa visite aurait dû susciter quelques interrogations, par exemple: **peut-on simultanément prétendre lutter contre le terrorisme et recevoir chaleureusement des terroristes à Bruxelles ? Doit-on passer l'éponge sur plusieurs centaines de victimes civiles au nom de vagues considérations géostratégiques ? Quelle sincérité accorder à nos dirigeants lorsqu'ils s'indignent des attentats à Istanbul ou Madrid, alors qu'au même moment ils encensent Khadafi ?** Ces questions n'ont malheureusement pas été posées. Il est pourtant aisé d'expliquer pourquoi les grands de ce monde font alliance avec Khadafi: tout simplement

parce que la lutte contre le terrorisme n'est pour eux qu'un prétexte permettant de mener à bien leurs projets politiques. Il n'est pas inutile de rappeler ce que sont réellement les rapports entre les Etats qui prétendent « *lutter contre le terrorisme* » et ceux qui commettent des actes terroristes.

Les Etats-Unis sont le parfait exemple du pays qui instrumentalise la lutte contre le terrorisme afin de servir les desseins géopolitiques des néo-conservateurs et les intérêts du complexe militaro-industriel et des compagnies pétrolières. En effet, derrière les discours enflammés de G.W. Bush sur ceux qui « *méprisent la vie humaine* » se cache une tout autre réalité: les USA ont toujours soutenu le terrorisme. Les USA versèrent ainsi 3,3 milliards de dollars aux fondamentalistes islamistes durant la décennie 1980, ils les entraînent, ils les armèrent, ils les formèrent, ils leurs apportèrent un soutien logistique. Près de 35 000 islamistes ont ainsi bénéficié du soutien inconditionnel des USA dans leur lutte contre les Soviétiques. Après l'arrivée au pouvoir des Talibans en Afghanistan, les USA surent encore une fois se montrer généreux: l'aide américaine au régime des Talibans s'élevait ainsi à 43 millions de dollars pour le seul mois de juin 2001. On peut là observer toute l'hypocrisie qui caractérise la politique étrangère américaine: dès les attentats contre les ambassades américaines de Nairobi et Dar-El-Salam en août 1998, les USA considéraient *officiellement* les Talibans comme des terroristes, ce qui n'a pas empêché Bill Clinton puis Georges W. Bush de continuer à les financer.

Cette politique américaine de soutien aux terroristes va bien au delà de l'Afghanistan. La décennie 1980 a également été marquée par les ventes d'armes à la République islamique d'Iran (*officiellement* considérée comme un pays ennemi qui soutient le terrorisme), les bénéfices réalisés sur ces ventes d'armes étant versés aux terroristes contras qui assassinèrent des dizaines de milliers de civils au Nicaragua. Dans les années 90, le soutien des USA aux terroristes ne s'est pas démenti. Jusqu'en 1996, les officiels américains faisaient preuve de bienveillance vis-à-vis du FIS algérien, estimant que sa prise de pouvoir servirait les intérêts des USA dans la région. En Bosnie, les islamistes (très souvent des étrangers) ont été soutenus dans leur lutte contre les Serbes, leurs crimes ont été passés sous silence par les Etats-Unis. L'Armée de Libération du Kosovo s'est signalée par des attentats (en février 1996, en janvier 1997), les USA la considèrent pourtant comme une alliée.

Les pays que les USA présentent comme leurs « *meilleurs alliés* » soutiennent également le terrorisme. L'Arabie Saoudite verse ainsi des sommes astronomiques aux islamistes radicaux: 436 millions de dollars ont été versés aux wahhabites qui combattaient en Afghanistan pour la seule année 1989, 300 millions de dollars d'armes saoudiennes furent envoyées à la Bosnie entre 1993 et 1995, etc. Quant à Israël, il a soutenu la République islamique d'Iran dans la guerre qui l'opposait à l'Irak et a favorisé l'émergence des mouvements islamistes palestiniens dans les années 80 (ces mêmes mouvements qu'il prétend combattre aujourd'hui). Rappelons enfin que la guerre menée par la coalition impérialiste contre l'Irak (contre les civils irakiens, devrait-on dire) en 1991 avait pour but de « libérer » l'allié qu'était l'Emirat du Koweït, un Emirat également réputé pour la générosité dont il fait preuve envers les groupes terroristes islamistes.

La Russie sait également parfaitement manier la menace terroriste à des fins politiques, quitte à créer cette menace lorsqu'elle ne se révèle pas suffisamment terrifiante. Ainsi, l'oligarque B. Bérézovski, qui fut un temps proche de Eltsine, verse des milliards de dollars à des organisations islamistes et entretient des relations très étroites avec Chamil Bassaïev, un islamiste impliqué dans plusieurs attaques contre l'Ingouchie et le Daghestan lancées depuis la Tchétchénie. Bérézovski, ainsi que d'autres hommes politiques russes, finance le wahhabite Movladi Oudougov: il lui a notamment offert les équipements lui permettant d'ouvrir une station de télévision. Le milliardaire russe n'a jamais été traduit en justice pour ce soutien flagrant au terrorisme. Lorsqu'après une série d'attentats meurtriers en Russie en septembre 1999, Bérézovski fut montré du doigt par certains, il rejeta la responsabilité sur le FSB. La rapidité avec laquelle les indices matériels de ces attentats ont été effacés et l'absence manifeste de volonté d'enquêter

sur ces actes barbares indiquent que, si une menace terroriste pèse sur la Russie, elle vient de ses propres services secrets et non du peuple tchéchène. Cette hypothèse est confirmée par l'aveu du FSB que les explosifs découverts par les habitants de Riazan dans les caves d'un immeuble avaient bien été déposés par lui. Il apparaît évident que les autorités russes encouragent les mouvements terroristes: ainsi Moscou héberge une maison d'édition qui est le principal centre de diffusion de la propagande wahhabite; de même, en juillet 1998, la commission russe de lutte contre l'extrémisme politique a affirmé que le wahhabisme n'était pas un mouvement extrémiste (sic) et ne constituait aucun danger (re-sic). Les grands perdants des manœuvres du Kremlin sont les tchéchènes, massacrés au nom de la lutte contre le terrorisme par une puissance impérialiste...qui soutient et pratique le terrorisme. La propagande de Moscou a même réussi à faire avaler l'amalgame « Tchétchène = combattant d'Al-Qaeda » au plus grand nombre, alors que les Tchétchènes ont été moins de 1% à voter pour le candidat islamiste Movladi Oudougov lors des élections présidentielles démocratiques de 1997.

La France mérite également d'être citée. Les mass-media, dont le rôle est de protéger l'ordre établi, font dramatiquement bien leur travail: aucun d'entre eux n'a jamais révélé que la France entretient de bonnes relations avec les fondamentalistes islamistes au pouvoir au Soudan, alors même que ceux-ci soutiennent des groupes terroristes en Erythrée, mais aussi au Darfour où des milices arabes assassinent des civils par dizaines de milliers. Rappelons enfin que **la France a apporté son soutien au commandant Massoud, islamiste, et à sa Coalition/Alliance du Nord, en sachant pertinemment que les territoires afghans sous son contrôle hébergeaient des camps d'entraînement dans lesquels sont passés certains combattants des GIA algériens.**

« Il est instructif de constater que, dans le déluge de commentaires sur la seconde phase de la 'guerre à la terreur', l'histoire la plus récente, et la plus pertinente, semble ne mériter aucune attention. On ne détecte par ailleurs aucune inquiétude quant au fait que cette 'seconde phase' est dirigée par le seul Etat [les Etats-Unis] qui ait été condamné pour terrorisme international par les plus hautes instances juridiques, et que la coalition des justes réunit un remarquable assortiment d'Etats terroristes – la Russie, la Chine et bien d'autres – qui la rejoignent avec enthousiasme afin de voir leurs propres atrocités autorisées par le dirigeant du monde, lequel a juré de chasser le Mal de cette Terre. »

Noam Chomsky, *Pirates et empereurs, le terrorisme international dans le monde contemporain*

Etats-Unis, Russie, France... les exemples de puissances affirmant *officiellement* combattre le terrorisme tout en le soutenant plus discrètement sont légion. Il apparaît que la lutte contre le terrorisme n'est qu'un leurre destiné à faciliter la réalisation des projets politiques de la classe dominante. Il convient d'observer quelles sont les réelles visées de cette « guerre totale » que nos dirigeants ont déclaré au terrorisme.

Un des buts de la soi-disant lutte contre le terrorisme est de légitimer les guerres impérialistes. C'est en effet un prétexte utilisé avec une constance étonnante pour justifier les exactions des puissances impérialistes contre les populations civiles. Que prétendent faire les USA et la Grande-Bretagne en bombardant l'Afghanistan et l'Irak, la Chine lorsqu'elle déploie des troupes au Xinjiang, la Russie lorsqu'elle rase Grozny ou l'Etat sioniste lorsqu'il commet des crimes de guerre? Ils prétendent tous lutter contre le terrorisme. Bien sûr, la réalité est toute autre: jamais les bombardements massifs de civils, les déplacements forcés de population, les destructions d'habitations, la torture, les viols, l'occupation brutale, les exécutions sommaires n'ont fait reculer le *terrorisme*. En revanche, de telles actions engendrent inévitablement une *résistance*... résistance qui sera bien sûr qualifiée de « *terrorisme* » et servira de justification *a posteriori* aux crimes qui l'ont précédée ! Ainsi donc les « représailles » israéliennes à la deuxième Intifada commencèrent le 29 septembre 2000, soit plus d'un mois avant le premier attentat palestinien ( le 2 nov. 2000), cet attentat « justifiant » après coup l'assassinat de dizaines de civils palestiniens par Israël durant le mois d'octobre 2000. De même, les actes terroristes de combattants tchéchènes à Moscou en 2002 sont utilisés par Vladimir Poutine pour assimiler le meurtre de centaines de milliers de tchéchènes durant les huit années précédentes à de la « *lutte contre le terrorisme* ». Le fait que Bush, Poutine, Sharon et Cie puissent tenir un tel raisonnement sans que nos quotidiens, radios et JT n'en soulignent la stupidité illustre bien la servilité des mass-media à l'égard des puissances impérialistes.

La pseudo-lutte contre le terrorisme permet également de restreindre les libertés. Ainsi, **Jo Moore, conseillère du ministre britannique des Transports, envoyait un mail à ses supérieurs une heure après les attaques sur le World Trade Center dont le contenu était : «Sujet : relation avec les médias. C'est un très bon jour (sic) pour ressortir tout ce qu'on veut faire passer en douce».** De fait, diverses lois portant atteintes aux libertés ont été votées depuis. Aux USA, les attaques terroristes du 11 septembre ont fourni une excellente occasion de mettre en place des mesures liberticides, connues sous le nom de Patriot Act. Ce Patriot Act étend la durée de la garde à vue pour les étrangers suspectés de terrorisme à une semaine, autorise la mise au secret pour une durée de six mois renouvelable des personnes mises en examen et permet au FBI d'intercepter les communications sans le contrôle d'un magistrat. Dans le même temps, le département de la Justice suspend le droit des personnes à converser

seules avec leur avocat lorsqu'elles sont en garde à vue ou placées en détention, et 1200 étrangers sont arrêtés arbitrairement. La Russie est également passée maître dans l'art de réduire les libertés sous couvert de lutte contre le terrorisme. Début novembre 2002, une loi est votée qui restreint largement la liberté des médias de donner des informations sur les « opérations antiterroristes ». Cette loi interdit la diffusion d'informations « empêchant la conduite d'une opération antiterroriste » ou ayant pour but de « faire la propagande de l'opposition à une telle opération » ou de « justifier cette opposition ». « Opération antiterroriste » étant l'euphémisme employé par Poutine pour désigner le génocide en Tchétchénie, cette loi interdit en fait toute contestation de la politique russe dans le Nord – Caucase. Notons que le Canada, l'Allemagne, l'Italie et bien d'autres pays ont profité de l' « aubaine » que constituait le 11 septembre pour faire passer des lois portant atteintes aux libertés fondamentales. La « lutte contre le terrorisme » étant en fait un prétexte pour mettre à mal la démocratie et les droits les plus élémentaires, il n'y a rien d'étonnant à ce que même la République islamique d'Iran ait, le 28 septembre 2001, décidé de rejoindre la prétendue coalition antiterroriste .

La lutte contre le terrorisme sert également de couverture à l'enrichissement des classes dominantes. En règle générale, « lutte contre le terrorisme » rime avec « pétrole et gaz naturel ». C'est vrai des Russes dans le nord du Caucase, ça l'est des Américains en Irak, ça l'est aussi des Turcs qui mènent leur « opération antiterroriste » contre le peuple kurde en lorgnant sur les ressources énergétiques du Kurdistan irakien. Les grands de ce monde ayant souvent des intérêts dans des entreprises d'armement et des compagnies pétrolières en plus de leur responsabilités politiques, la lutte contre le terrorisme fait figure d'opportunité rêvée pour s'enrichir encore plus.

Ainsi donc, le terrorisme serait notre nouvel ennemi et nous serions entrés dans une « quatrième guerre mondiale » - la troisième ayant été la « lutte contre le communisme ». Des Etats-Unis à la Russie en passant par Israël, la Chine et l'Union Européenne, les gouvernements lutteraient avec courage et détermination contre le terrorisme, tout en respectant les vies humaines. Le monde se diviserait en deux camps, G.W. Bush ayant prévenu que « ceux qui ne sont pas avec nous sont avec les terroristes ». Bien évidemment, le camp du Bien serait dirigé par les chefs d'Etat américain, chinois, russe, israélien, britannique ou français. Le camp du Mal ce serait les terroristes, avec Ben Laden pour chef de file. Telle est la vision des choses que les chefs d'Etat des puissances impérialistes essaient de faire admettre à tous, aidés dans cette tâche par les mass media. Ce manichéisme implacable ne laisse *a priori* aucune place au doute. Mais qu'aperçoit-on lorsqu'on s'écarte du simplisme débilitant des discours des puissances impérialistes ?

On aperçoit un tableau singulièrement différent. L'homme politique américain George Shultz déclarait dans les années 80 que « les combattants de la résistance en Afghanistan ne détruisent pas des villages ni ne tuent des personnes sans défense » (sic). Jonas Savimbi, chef de l'UNITA, une organisation terroriste angolaise qui a notamment abattu plusieurs avions de ligne fut reconnu par Jeane Kirkpatrick (qui était alors ambassadrice américaine à l'ONU) comme « l'un des rares héros authentiques de notre temps ». Zbigniew Brzezinski, qui était conseiller à la sécurité nationale du président Carter, affirme avec fierté qu'il a monté des opérations de soutien aux islamistes radicaux à la fin des années 70. Une multitude d'officiels américains ont fait l'éloge de groupes terroristes, que ce soit les contras bourreaux du peuple nicaraguayen, la « légion arabe » luttant contre les Soviétiques ou les Khmers Rouges de Pol Pot lançant des agressions contre le Vietnam. Les USA décrivent Ben Laden comme l'incarnation du Mal: rarement autant de liens ont existé entre le Mal et ceux qui prétendent le combattre. Le criminel Ben Laden fut embauché par la CIA dès 1979, il était chargé de la répartition des aides américaines et saoudiennes entre rebelles. Le groupe Carlyle, un des grands gagnants du 11 septembre 2001, compte parmi ses actionnaires les familles Bush et Ben Laden. La « coalition antiterroriste » prend pour cible l'Afghanistan: les USA et la Russie en profitent pour armer l'Alliance du Nord, connue pour ses violations massives des droits de l'Homme. Les civils meurent par milliers des bombardements et de la

dégradation des conditions sanitaires qui s'ensuit. Au même moment, à Washington, on loue la précision des frappes aériennes. Cynisme. Les Talibans, quant à eux, peuvent fuir vers la frontière pakistanaise . Les terroristes islamistes attendent avec impatience la chute du régime apostat de Saddam Hussein ... mais c'est au nom de la « lutte contre le terrorisme » que les USA envahissent l'Irak et assassinent 7000 civils. Quant à Saddam Hussein, lui aussi considéré comme incarnant le Mal, il a travaillé pour les USA de 1959 à 1991. Donald Rumsfeld admirait S. Hussein dans les années 80; aujourd'hui, il feint de le détester. Dick Cheney, lorsqu'il était PDG de Halliburton Industries, n'a pas hésité à faire des affaires avec l'Irak baasiste - Halliburton Ind. étant également un des principaux bénéficiaires de la guerre. Bush fils dénonce les crimes du monstre de Bagdad... qui ont été commis avec le soutien enthousiaste de Bush père. Cynisme encore. Et pendant qu'Israël « lutte contre le terrorisme » en tuant des enfants palestiniens, aux USA on loue « *l'ambition morale élevée* » de ce « *pays qui se soucie de la vie humaine* ». La France qui avait livré des Mirage F1 à Khadafi en 1978 se met soudainement à le considérer comme un ennemi... puis le réintègre dans le cercle des VIP. Poutine, l'un des porte-drapeau de la lutte contre le terrorisme, explique les massacres de civils en Tchétchénie par la nécessité d'endiguer le fléau islamiste... mais n'a aucun scrupule à vendre des armes à la République islamique d'Iran. Pendant ce temps là, les forces russes et les islamistes radicaux pillent *conjointement* les ressources pétrolières tchétchènes, alors qu'*officiellement* les premiers sont censés lutter contre les seconds. Cynisme toujours.

Bien sûr, Khadafi peut affirmer sa haine pour Ben Laden (car il l'a fait !), Blair peut exprimer son mépris pour les « terroristes » tchétchènes (car il l'a fait !), Poutine peut afficher son dégoût des wahhabites, le mollah Omar et le régime des ayatollah iraniens peuvent crier leur haine viscérale des USA, Sharon et Bush peuvent affirmer leur détermination à lutter contre le terrorisme islamique, mais ces attitudes de façade ne feront illusion qu'un moment. Car cette mascarade ne fera pas oublier que Khadafi, Blair, Poutine, les ayatollah intégristes iraniens, Sharon, Ben Laden, Bush et Cie ont un terrible point commun: ils sont prêt à tout pour étancher leur soif de dollars et de pouvoir. Et dans cette course effrénée aux profits et à la domination, ce sont des cadavres par millions qu'ils laissent derrière eux.

Et si l'ennemi public numéro un - Ben Laden - est fatigué de vivre en clandestinité, il n'a qu'à marcher sur les traces de Khadafi : s'il accorde quelques liasses de pétrodollars aux familles des victimes des attentats du 11 septembre, il peut espérer retrouver son statut de meilleur allié de l'Occident. Ben Laden accueilli chaleureusement à Washington, ce serait le retour de l'enfant prodigue...